

Intentions d'investissement des entrepreneurs canadiens : **Perspectives 2016**

Janvier 2016

Faits saillants	1
Introduction	2
1. Les intentions d'investissement	3
2. Pourquoi investir ou ne pas investir?	8
3. Comment finance-t-on les projets d'investissement?	12
4. Les projets d'investissement à l'extérieur du Canada	14
5. Conclusion	15
6. Perspectives régionales	16
Méthodologie de l'enquête	24
Mise en garde concernant les déclarations prévisionnelles	26

La présente recherche a été produite par l'équipe d'Analyse économique du service du Marketing et des Affaires publiques. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait des informations qu'elle contient.

© Banque de développement du Canada, 2016

I 888 INFO BDC | bdc.ca

FAITS SAILLANTS

- > Globalement, les PME canadiennes prévoient investir 111 milliards de dollars en 2016, une somme du même ordre de grandeur que celle prévue pour 2015.
- > La Colombie-Britannique et les Territoires affichent la plus importante hausse des intentions d'investissement, soit 14 % de plus qu'un an plus tôt, suivis de l'Ontario (2 %).
- > Seule l'Alberta entrevoit une baisse des intentions d'investissement, soit 27 % de moins qu'en 2015, tandis que la situation demeure stable dans les autres régions du Canada.
- > Une minorité d'entreprises (10 %) contribue à la plus grande part (75 %) des intentions d'investissement. Elle compte une plus grande proportion d'entreprises qui affichent de meilleures perspectives de croissance de leurs revenus, sont actives à l'exportation, ont des projets de développement à l'étranger, existent depuis plusieurs années et embauchent un plus grand nombre d'employés.
- > Plus des trois quarts (77 %) des PME canadiennes investissent dans le but de soutenir la réalisation de leurs objectifs de croissance.
- > L'achat d'immeubles commerciaux et de terrains, la construction de nouvelles installations et les travaux de rénovation majeurs constituent la catégorie qui retient la majorité des sommes qui seront investies (57 %), suivie de l'achat de machinerie, d'équipement ou de véhicules (19 %).
- > Le principal frein à l'investissement réside dans le manque de confiance en l'économie (48 %).

INTRODUCTION

99,8 %

**DES ENTREPRISES
CANADIENNES
SONT DES PME**

Les investissements sont un incontournable pour les entreprises qui souhaitent assurer leur croissance et maintenir leur compétitivité. Le plus souvent, qui dit stratégie de croissance dit programme d'investissement. Les intentions d'investissement des petites et moyennes entreprises s'avèrent donc un important indicateur de la vitalité économique du pays. Rappelons que les PME comptent pour 99,8 % du total des entreprises canadiennes¹.

Cela dit, depuis la fin de la récession de 2008-2009, seules les entreprises du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière affichent une croissance soutenue de leurs investissements. Depuis 2012, l'investissement des entreprises des autres secteurs stagne. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Mentionnons entre autres le manque de confiance en l'économie et la faiblesse du dollar canadien qui crée une pression à la hausse sur le prix de la machinerie et de l'équipement importés². S'y ajoute l'absence de besoin d'investir chez plusieurs entrepreneurs.

Dans ce contexte, BDC a lancé l'enquête sur les intentions d'investissement des entrepreneurs canadiens pour 2016. Il s'agit de la première étude du genre au Canada³ visant à dresser un portrait de ce qu'envisagent les dirigeants de PME comme projets d'investissement, non seulement du point de vue des sommes qui y seront consacrées, mais également de celui de leurs motivations et des contraintes qui ralentissent leur élan.

¹ Selon les données du Registre des entreprises de Statistique Canada de juin 2015, concernant les entreprises du secteur privé de 1 à 499 employés.

² BDC, *Lettre économique*, octobre 2015.

³ Les données publiées par Statistique Canada sur les investissements concernent les entreprises de toutes les tailles et de toutes les industries et entités gouvernementales au Canada. Ces données recensent uniquement ce qui touche aux immobilisations et aux réparations au chapitre de la construction et du matériel et outillage. La ventilation des données selon la taille des entreprises n'est pas disponible.

LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

111 G\$
PRÉVISIONS
D'INVESTISSEMENT
DES PME
CANADIENNES
EN 2016

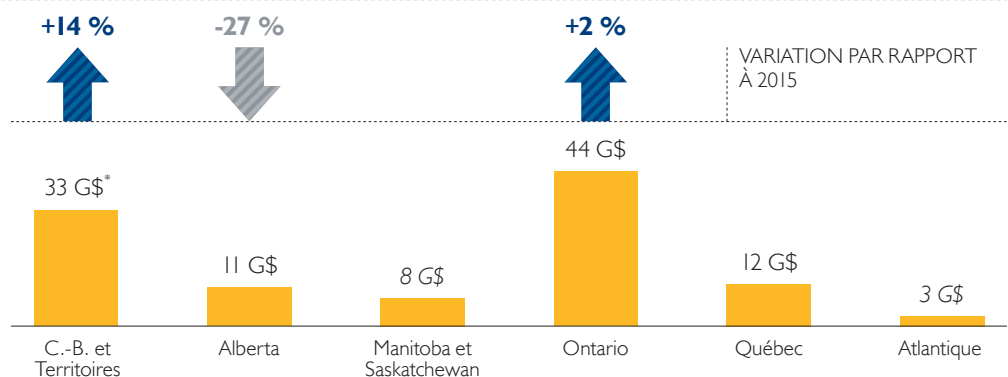
Stabilité à l'échelle canadienne et disparités régionales

Pour 2016, les prévisions d'investissement des PME canadiennes s'élèvent dans l'ensemble à 111 milliards de dollars, ce qui est du même ordre de grandeur que ce qui avait été prévu pour 2015.

Si cette somme donne l'impression d'une certaine stabilité d'une année à l'autre, la répartition des intentions d'investissement par région met plutôt en évidence quelques disparités. En terme absolu, l'Ontario arrive au premier rang quant au total des investissements prévus (44 G\$), suivi de la Colombie-Britannique et des Territoires (33 G\$)⁴ puis du Québec (12 G\$), ce qui s'inscrit dans la logique des choses compte tenu du plus grand nombre de PME dans ces trois régions. Toutefois, ce sont la Colombie-Britannique et les Territoires qui affichent la plus importante hausse (14 %) des intentions d'investissement. L'Ontario est l'unique autre région où les PME entendent investir davantage, soit 2 % de plus qu'en 2015. Quant à l'Alberta, elle se retrouve seule du côté où les PME choisissent d'investir des sommes de moindre importance, avec un recul de 27 %. Pour les PME des autres régions, les sommes investies seront sensiblement les mêmes en 2016 qu'en 2015 (fig. 1)⁵.

Ces résultats démontrent bien qu'il peut y avoir une corrélation entre les intentions d'investissement et le climat économique, puisque la décision d'investir est d'abord et avant tout une question de confiance de la part des dirigeants. Au moment de l'enquête, la Colombie-Britannique affichait le taux de croissance économique le plus élevé au Canada, tandis que l'économie albertaine subissait le contrecoup d'une baisse généralisée du cours du pétrole à l'échelle mondiale.

Figure 1 : L'Ontario demeure en tête quant aux intentions d'investissement des PME en 2016



* Ce résultat est présenté à titre indicatif.

4 Les investissements totaux pour la Colombie-Britannique et les Territoires sont estimés à 33 G\$. Toutefois, il est important de souligner qu'une portion importante des investissements prévus est attribuée à un nombre très restreint d'entreprises ayant chacune des sommes très importantes à investir. Il résulte de cet état de fait une marge d'erreur élevée. C'est pourquoi nous présentons le total des investissements prévus à titre indicatif seulement. Si l'on exclut les sommes investies par ce petit nombre d'entreprises, le total des intentions d'investissement est deux fois moindre.

5 Dans ce rapport, les résultats en italique indiquent des estimations moins précises étant donné le petit nombre d'observations. Voir la méthodologie pour plus de détails.

48 %

DES PME QUI
COMPTENT
INVESTIR
PRÉVOIENT
UNE HAUSSE
DE LEURS
REVENUS

DES INTENTIONS D'INVESTIR MOTIVÉES PAR LA PERSPECTIVE DE CROISSANCE DES REVENUS

Les entreprises qui choisissent la voie de l'investissement sont plus nombreuses à prévoir une croissance de leurs revenus. En effet, 48 % des PME qui ont l'intention d'investir en 2016 sont d'avis que leurs revenus seront en hausse. Parmi les PME qui ont décidé de ne pas investir, 22 % croient que leurs revenus pourraient augmenter.

Plus le taux de croissance des revenus prévu est élevé, plus la différence est marquée : 13 % des entreprises qui ont opté pour l'investissement (contre 3 % pour les entreprises qui n'ont pas de projets d'investissement) s'attendent à une croissance de plus de 20 % de leurs revenus.

Par ailleurs, 70 % des entreprises qui ont des projets d'investissement à l'extérieur du pays croient que leurs revenus augmenteront.

L'IMPACT DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La population du Canada vieillit. Selon les données de Statistique Canada, la tranche des 65 ans et plus, qui s'élève aujourd'hui à 16 % de la population, passera à 21 % en 2025 et devrait se situer à 24 % en 2035⁶. Il en va de même pour les entrepreneurs canadiens. En 2014, près des deux tiers des entrepreneurs (59 %) avaient plus de 50 ans, comparativement à 47 % dix ans plus tôt⁷. Une question se pose : est-ce que les entrepreneurs plus âgés investissent moins ?

En effet, l'enquête révèle que seulement 63 % des dirigeants de 65 ans et plus ont l'intention de faire des investissements en 2016, une proportion nettement moins élevée que chez les plus jeunes (fig. 2). Soulignons également que plus les dirigeants d'entreprise sont âgés, moins ils sont nombreux à prévoir une augmentation de leurs revenus. Ils sont aussi plus nombreux à ne pas sentir le besoin d'investir ou à vouloir vendre ou fermer leur entreprise.

Figure 2 : Pourcentage des dirigeants de PME qui prévoient investir en 2016



Les résultats en caractère **gras** indiquent une différence statistique entre les sous-groupes avec un niveau de confiance de 95 %.

⁶ Statistique Canada, tableau 052-0005, et calcul de BDC.

⁷ Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2004* et *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2014*.

75 %

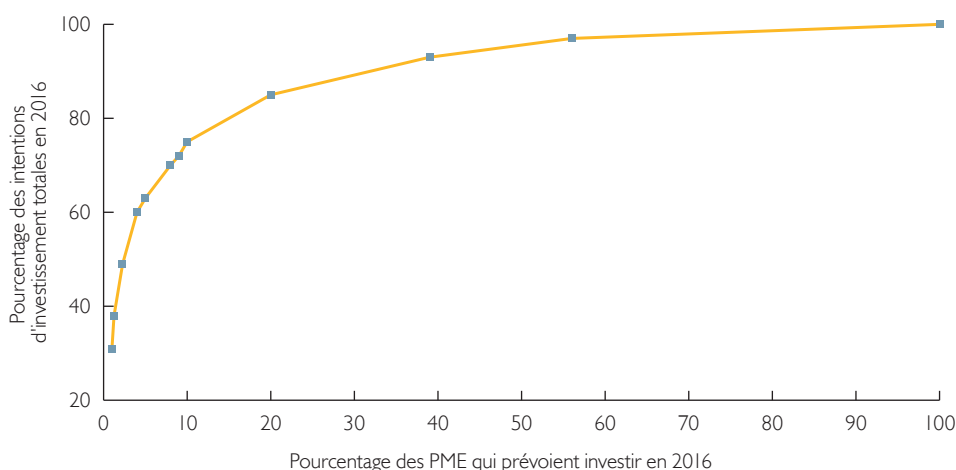
DES INTENTIONS
D'INVESTISSEMENT
SONT EXPRIMÉES
PAR 10 % DES
ENTREPRISES

Une minorité d'entreprises compte pour la majorité des sommes devant être investies

Notre enquête révèle que près du tiers (31 %) des sommes qui seront investies en 2016 sont associées aux projets d'à peine 1 % des entreprises qui prévoient investir (fig. 3). En moyenne, ces PME investiront 42 fois plus que leurs homologues. Si l'on exclut les sommes qu'elles prévoient investir, les intentions d'investissement s'élèvent à 77 milliards de dollars au total, plutôt qu'à 111 milliards de dollars.

Soulignons également que les trois quarts (75 %) de ces 111 milliards de dollars appartiennent à seulement 10 % des entreprises, soit celles qui affichent les plus importantes contributions à ce total.

Figure 3 : Un petit nombre de PME compte pour la majorité des sommes devant être investies



Quelles sont les PME championnes de l'investissement ?

Parmi le 10 % des entreprises qui arrivent en tête quant aux intentions d'investissement, on en retrouve un nombre nettement plus élevé qui :

- > affichent de meilleures perspectives de croissance ;
- > existent depuis plus de 35 ans ;
- > vendent à l'exportation ;
- > investissent à l'extérieur du Canada ;
- > exercent leurs activités dans le domaine de la fabrication et le secteur primaire⁸ ;
- > comptent un plus grand nombre d'employés (20 ou plus).

Ce résultat renforce l'idée selon laquelle un petit nombre d'entreprises ont un impact élevé sur l'économie canadienne. Non seulement elles investissent davantage, mais elles ont également de meilleures perspectives de croissance et prennent de l'expansion sur les marchés internationaux. Dans un rapport publié l'an passé, BDC a démontré que les entreprises « à impact élevé » jouent un rôle déterminant dans la création d'emplois, la croissance du PIB et l'amélioration de la compétitivité canadienne⁹.

⁸ Le secteur primaire inclut l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche ainsi que l'extraction minière, gazière et pétrolière.

⁹ BDC, *Entreprises à impact élevé : accélérer la compétitivité du Canada*, mai 2015

63 G\$

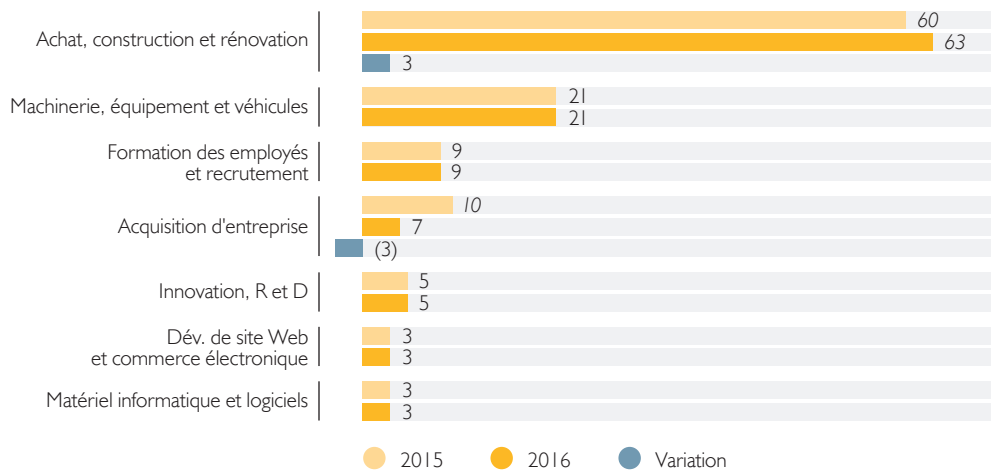
**SOMME QUI SERA
CONSCRÉE
À DES PROJETS
IMMOBILIERS
COMMERCIAUX,
DE CONSTRUCTION
ET DE RÉNOVATION**

L'immobilier, la machinerie et l'équipement arrivent en tête des intentions d'investissement

Tout comme en 2015, les intentions d'investissement des PME visent principalement l'achat d'immeubles commerciaux et de terrains ainsi que la construction de nouvelles installations et les travaux de rénovation majeurs. Les sommes consacrées à ces projets devraient atteindre quelque 63 milliards de dollars en 2016, soit 5 % de plus qu'un an plus tôt. Cette hausse est annulée par un recul du même ordre de grandeur au chapitre des acquisitions d'entreprise au Canada (fig. 4).

Figure 4 : Les immobilisations dominent les intentions d'investissement

(Valeur estimée en milliards de \$)



Une majorité de PME misent sur le développement de la main-d'œuvre et les technologies

Même si elles sont moins nombreuses à investir dans ces projets par rapport à 2015, le développement de la main-d'œuvre et les technologies retiennent l'attention d'une majorité d'entreprises. Parmi les PME qui entendent investir en 2016, 59 % choisissent l'achat de matériel informatique et de logiciels et 51 %, le développement d'un site Web et de leurs activités de commerce électronique. Ce nombre est cependant plus bas qu'en 2015, où la proportion des PME qui avaient opté pour de tels investissements était de 66 % et de 53 %, respectivement.

Comme les technologies de l'information et des communications (TIC) contribuent de façon importante à l'amélioration de la productivité des entreprises, il est encourageant de constater qu'une majorité de PME continuent d'investir dans ce secteur¹⁰. Les résultats de l'enquête démontrent notamment que les entreprises qui s'attendent à une croissance supérieure de leurs revenus sont plus enclines à investir dans les TIC (fig. 5).

¹⁰ Plusieurs études associent l'insuffisance de l'investissement dans les TIC à la mauvaise performance du Canada par rapport aux États-Unis au chapitre de la croissance de la productivité. Source : Someshwar Rao, *Cracking Canada's Productivity Conundrum*, étude de l'Institut de recherche en politiques publiques, novembre 2011.

51 %

UNE PME SUR DEUX MISERA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

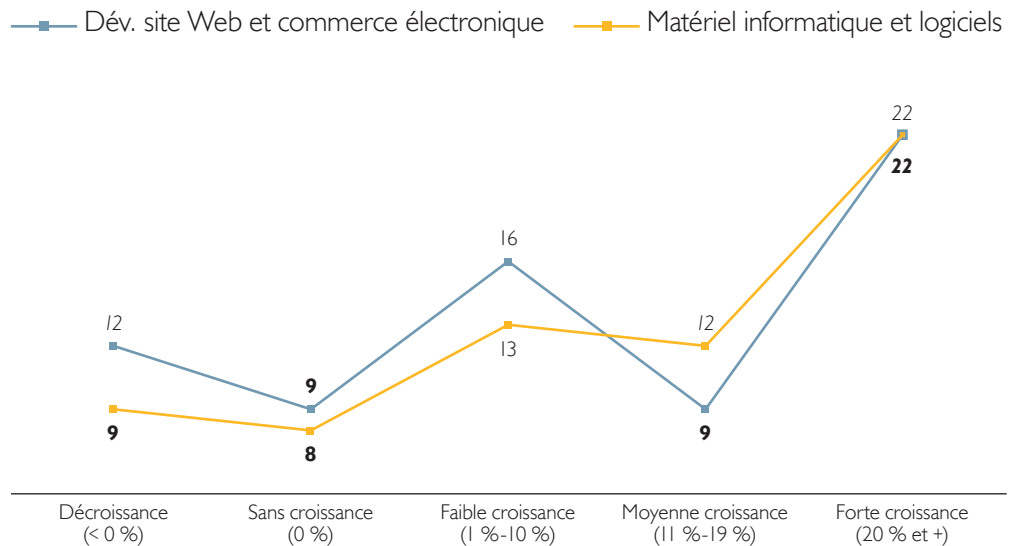
Par ailleurs, le développement de la main-d'œuvre fait également partie des préoccupations d'une majorité d'entreprises. Une PME sur deux (51 %) prévoit investir dans la formation ou le recrutement de nouvelles ressources¹¹, ce qui se situe au même niveau qu'en 2015. Le fait qu'une majorité d'entreprises ciblent le développement de la main-d'œuvre vient corroborer les constats d'une étude récente de BDC selon laquelle les dirigeants de PME en croissance accordent une attention particulière aux ressources humaines. Cette étude révélait que 85 % d'entre eux misent sur la formation et 72 %, sur l'embauche de personnel plus qualifié¹².

Tableau 1 : Les intentions d'investissement selon les projets – 2016

Projets d'investissement	Proportion des entreprises qui prévoient investir	Investissement moyen par entreprise
Matériel informatique et logiciels	59 %	12 100 \$
Développement d'un site Web et commerce électronique	51 %	14 100 \$
Formation de la main-d'œuvre et recrutement	51 %	42 500 \$
Machinerie, équipement et véhicules	48 %	101 400 \$
Achat d'immeubles commerciaux et de terrains, construction, travaux majeurs de rénovation	29 %	479 000 \$
Innovation, recherche et développement	25 %	43 700 \$
Acquisition d'entreprise au Canada	3 %	282 000 \$

Figure 5 : Les PME en croissance investissent sensiblement plus dans les TIC

(Valeur moyenne en milliers de \$)



Les résultats en caractère **gras** indiquent une différence statistique entre les sous-groupes d'un même type d'investissement avec un niveau de confiance de 95 %.

¹¹ Embauche de nouvelles ressources, exclusion faite des remplacements.
¹² BDC, *Les PME et la croissance : défis et stratégies gagnantes*, octobre 2015.

2. POURQUOI INVESTIR OU NE PAS INVESTIR?

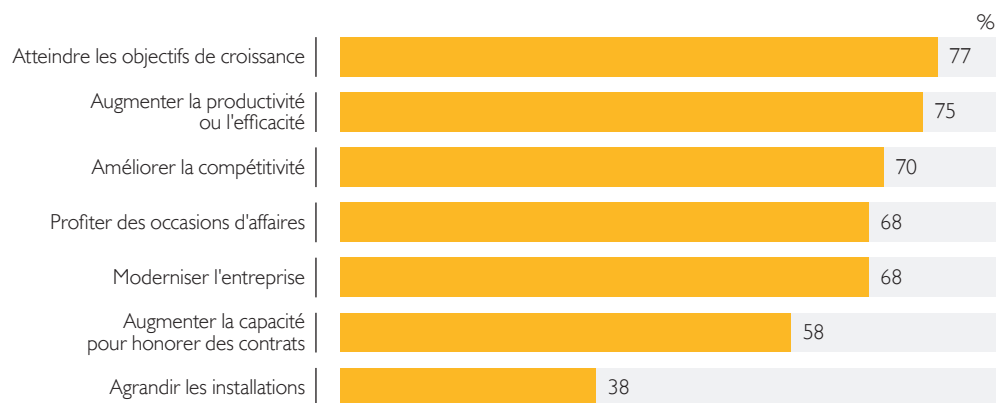
77%

PROPORTION DE PME DONT LA PRINCIPALE MOTIVATION À INVESTIR RÉSIDE DANS LE SOUTIEN DE LEUR STRATÉGIE DE CROISSANCE

D'abord et avant tout une question de croissance et de productivité

La grande majorité des PME (77 %) qui prévoient investir le font pour soutenir leur stratégie de croissance. Elles cherchent aussi à augmenter leur productivité et leur efficacité (75 %) et à améliorer leur compétitivité (70 %) (fig. 6). La croissance est la principale motivation des PME de la Colombie-Britannique et des Territoires, de l'Alberta, du Québec et des provinces de l'Atlantique qui choisissent d'investir. En Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan, la croissance arrive au deuxième rang, après la volonté d'accroître la productivité ou l'efficacité.

Figure 6 : Les motivations des entreprises



48%

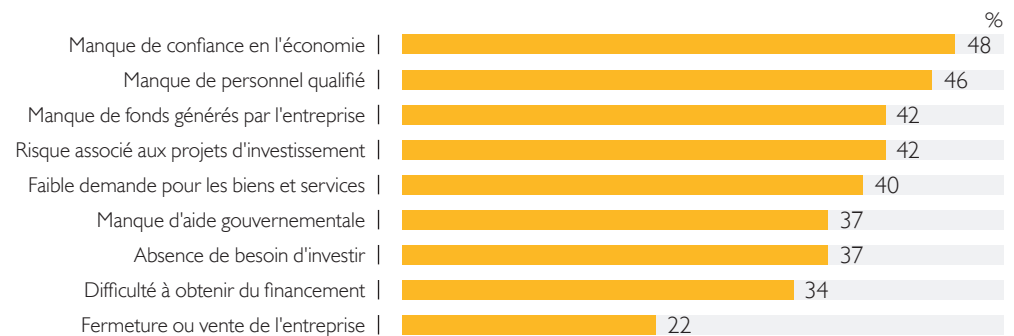
**DES DIRIGEANTS
DE PME
INDIQUENT
NE PAS AVOIR
CONFIANCE
EN L'ÉCONOMIE**

Freinées par un contexte défavorable

Les entreprises qui limitent la valeur de leurs investissements ou qui choisissent de ne pas investir font surtout référence à un contexte défavorable. Les dirigeants de près de la moitié des PME (48 %) indiquent qu'ils n'ont pas confiance en l'économie. Il s'agit du principal frein à l'investissement pour les PME de l'Alberta (66 %), de l'Ontario (46 %) et des provinces de l'Atlantique (52 %). C'est également le cas pour une majorité d'entreprises du secteur primaire (57 %), qui sont largement plus touchées par le recul généralisé du cours des matières premières.

Autre élément qui rend le contexte moins favorable à l'investissement : la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cet état de fait touche particulièrement les entreprises de la Colombie-Britannique et des Territoires (53 %), du Manitoba et de la Saskatchewan (48 %) ainsi que du Québec (41 %).

Figure 7 : Les freins à l'investissement



Des différences selon les caractéristiques de l'entreprise

Les freins à l'investissement ne sont pas les mêmes pour toutes les entreprises. Il peut y avoir des différences marquées si l'entreprise vend à l'exportation, est en période de croissance ou met en œuvre des projets d'investissement à l'extérieur du pays. Les entreprises qui appartiennent à ces catégories doivent relever des défis qui leur sont propres :

- > La faible demande pour leurs biens et services et le manque de fonds générés par l'exploitation représentent les principaux freins à l'investissement des entreprises exportatrices (46 %).
- > La difficulté à obtenir du financement et les risques associés aux investissements sont les principaux enjeux des entreprises en démarrage (51 %).
- > Le manque de fonds générés par l'exploitation constitue la principale préoccupation des entreprises qui affichent une forte croissance¹³ (52 %).
- > Le risque demeure le principal frein pour les entreprises qui ont des projets d'investissement à l'étranger (59 %).

¹³ Entreprises qui prévoient une augmentation de leurs revenus de 20 % ou plus en 2016.

Tableau 2 : Principaux freins à l'investissement selon la catégorie d'entreprise – 2016

TOUTES LES ENTREPRISES	ENTREPRISES EXPORTATRICES	ENTREPRISES EN DÉMARRAGE (2 ans ou moins)	ENTREPRISES EN FORTE CROISSANCE	ENTREPRISES QUI INVESTISSENT À L'ÉTRANGER
1				
48 % Manque de confiance en l'économie	46 % Faible demande pour ses biens et services	51 % Difficulté à obtenir du financement	52 % Manque de fonds générés par l'exploitation	59 % Risque associé aux projets
2				
46 % Pénurie de personnel qualifié	46 % Manque de fonds générés par l'exploitation	51 % Risque associé aux projets	50 % Difficulté à obtenir du financement	57 % Manque de fonds générés par l'exploitation
3				
42 % Manque de fonds générés par l'exploitation	45 % Risque associé aux projets	45 % Manque de confiance en l'économie	47 % Manque d'aide gouvernementale	46 % Manque de confiance en l'économie

LES DÉFIS PARTICULIERS DES PME EN FORTE CROISSANCE

Avoir accès à suffisamment de fonds constitue le principal enjeu des entreprises en forte croissance¹⁴, et c'est souvent ce qui limite leur ardeur lorsqu'il s'agit d'investir. En effet, ces entreprises ont besoin d'importantes liquidités pour soutenir la croissance. Elles indiquent donc, dans une plus grande proportion que les autres, que les fonds générés par l'exploitation sont insuffisants (52 %) et qu'elles ont de la difficulté à obtenir du financement (50 %). Elles sont également plus nombreuses à évoquer le manque d'aide gouvernementale (47 %) pour la réalisation de leurs projets d'investissement.

LE SECTEUR DE L'EXTRACTION MINIÈRE, GAZIÈRE ET PÉTROLIÈRE

Les PME du secteur de l'extraction minière, gazière et pétrolière font face à une réalité totalement différente de celle de leurs homologues des autres secteurs. Dans la majorité des cas, elles choisissent d'investir pour tirer parti des occasions d'affaires qui se présentent (73 %) ou pour améliorer leur productivité (72 %). De plus, elles sont sensiblement plus nombreuses à investir dans l'agrandissement de leurs installations, à hauteur de 51 % contre 38 % pour les PME des autres secteurs.

Par ailleurs, les dirigeants des PME de ce secteur sont plus nombreux (75 %) à afficher leur pessimisme à l'égard des perspectives économiques. Le recul important du cours des matières premières depuis un an constitue certainement le principal facteur qui explique ce résultat. Le risque associé aux projets d'investissement arrive au deuxième rang des raisons qui freinent l'élan de ces entreprises, 69 % d'entre elles faisant part de leurs préoccupations à cet égard, ce qui est nettement supérieur aux entreprises des autres secteurs qui en ont fait mention dans une proportion de 42 %.

Par ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne semble pas retenir l'attention dans ce secteur d'activité, puisqu'elle arrive à l'avant-dernière position des obstacles recensés comme frein à l'investissement. Près du tiers (30 %) des répondants de ce secteur jugent qu'il s'agit d'un obstacle, soit le score le plus faible tous secteurs d'activité confondus. Au dernier rang des préoccupations des entreprises du secteur, on retrouve le risque de fermeture ou de vente de l'entreprise, avec un score de 19 %.

¹⁴ Entreprises qui prévoient une augmentation de leurs revenus de 20 % ou plus en 2016.

3. COMMENT FINANCE-T-ON LES PROJETS D'INVESTISSEMENT?

80%

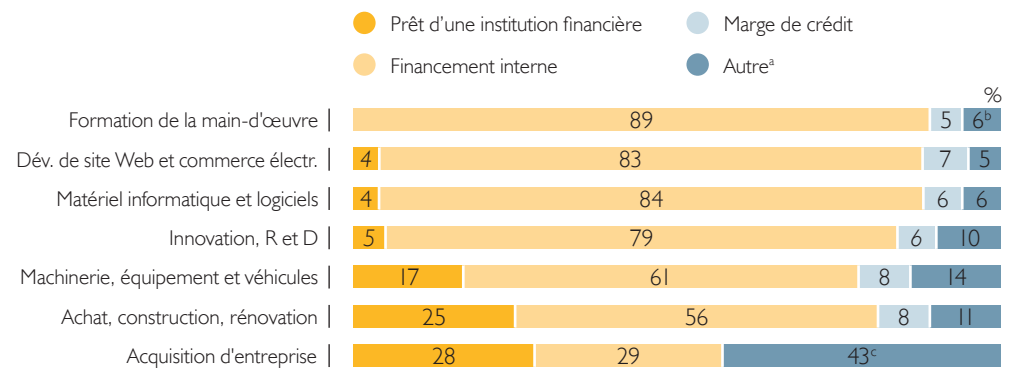
ET PLUS DES PME FINANCENT LEURS PROJETS À MÊME LES FONDS DE L'ENTREPRISE

Les fonds de l'entreprise comme source de financement

Le plus souvent, le financement des projets d'investissement est effectué à même les fonds de l'entreprise¹⁵. C'est le cas d'au moins 80 % des PME dont les projets exigent un investissement moyen relativement peu élevé. Plus la somme à investir est importante, plus les PME se tourneront vers une source externe, comme un emprunt ou un autre type de financement (fig. 8).

Figure 8 : Plus la somme requise pour un investissement est élevée, plus les PME font appel à un emprunt

Principale source de financement



a Inclut les subventions gouvernementales, les cartes de crédit, la location-acquisition, le marché des capitaux et le capital de risque.

b Inclut le prêt d'une institution financière, vu la marge d'erreur élevée pour la valeur estimée du pourcentage.

c Inclut le financement par marge de crédit, vu la marge d'erreur élevée pour la valeur estimée du pourcentage.

¹⁵ Les fonds de l'entreprise comprennent le fonds de roulement, les fonds propres, les bénéfices non distribués, auxquels peuvent s'ajouter, comme source de financement, les avoirs personnels des actionnaires et le capital de la société mère, le cas échéant.

Les enjeux du financement

Un certain nombre de dirigeants de PME évoquent la difficulté à obtenir le financement dont ils ont besoin pour réaliser leurs projets d'investissement, et ce, malgré le contexte de l'emprunt au Canada qui demeure favorable.

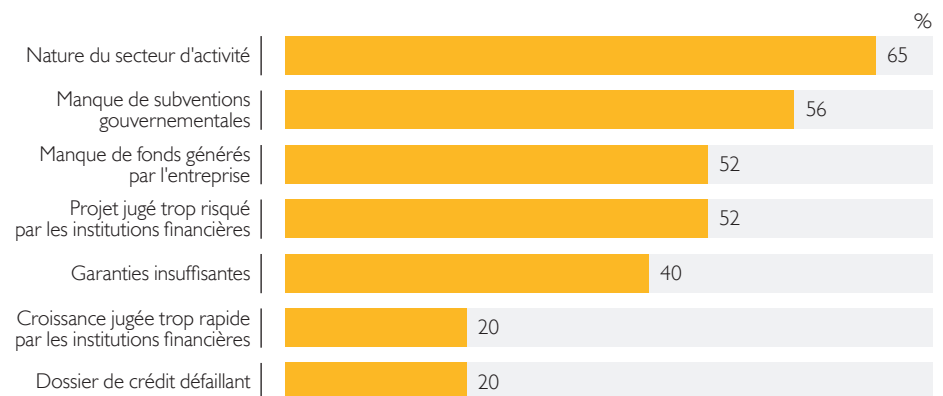
Si une grande majorité de répondants ont affirmé qu'il est relativement facile de trouver le financement requis, il n'en demeure pas moins que 13 % d'entre eux ont signalé que c'était plutôt très difficile.

Pour certaines catégories d'entreprises, les difficultés sont encore plus marquées; c'est le cas pour :

- > les jeunes entreprises, surtout celles en démarrage (30 %);
- > les entreprises du secteur de l'extraction minière, gazière et pétrolière (28 %);
- > les entreprises qui offrent des services à la consommation¹⁶ (19 %);
- > les entreprises qui ont des projets d'investissement à l'étranger (25 %);
- > les entreprises qui affichent une croissance supérieure (21 %).

Au nombre des raisons évoquées (fig. 9), mentionnons : les caractéristiques propres au secteur d'activité (65 %), le manque de subventions gouvernementales (56 %), l'insuffisance des fonds générés par l'entreprise (52 %) et le risque associé à un projet d'investissement (52 %).

Figure 9 : Les obstacles au financement de projets d'investissement



¹⁶ Les services à la consommation incluent les domaines suivants : la culture, l'information, les arts, les spectacles et les loisirs, ainsi que les services d'hébergement et de restauration et autres (sauf les administrations publiques).

4. LES PROJETS D'INVESTISSEMENT À L'EXTÉRIEUR DU CANADA

6%

DES PME VISENT
À INVESTIR
À L'ÉTRANGER,
SURTOUT AUX
ÉTATS-UNIS

Les PME canadiennes sont peu nombreuses à avoir des projets d'investissement à l'étranger, seulement 6 % d'entre elles ayant de tels projets pour 2016. Ces dernières visent le marché des États-Unis dans la majorité des cas (59 %). Les entreprises des secteurs de la fabrication (11 %) et des services d'affaires¹⁷ (9 %) sont plus enclines que les autres à se tourner vers l'extérieur du Canada. Les dirigeants d'entreprises exportatrices se démarquent également du lot; ils sont sept fois plus nombreux à vouloir investir à l'étranger (fig. 10), notamment pour établir leurs assises par l'achat ou la construction d'installations (usines ou immeubles commerciaux).

Par ailleurs, c'est en Ontario et en Colombie-Britannique et dans les Territoires qu'on retrouve une proportion plus élevée de PME qui envisagent d'étendre leurs investissements au-delà des frontières, avec des scores de 8 % et 9 %, respectivement.

Figure 10 : Une entreprise exportatrice sur cinq prévoit investir à l'extérieur du Canada en 2016



Les résultats en caractère **gras** indiquent une différence statistique avec un niveau de confiance de 95 %.

¹⁷ Les services d'affaires incluent le transport et l'entreposage, la finance et les assurances, les services immobiliers et les services de location à bail, les services professionnels, scientifiques et techniques, la gestion de sociétés et d'entreprises et les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement.

5. CONCLUSION

L'enquête sur les intentions d'investissement des entrepreneurs canadiens pour 2016 est la première étude du genre au Canada. Grâce à un vaste échantillon d'entreprises de divers horizons, elle a permis de mieux comprendre le contexte dont tiennent compte les dirigeants d'entreprise lorsqu'ils choisissent d'investir.

Un des principaux constats que cette enquête permet de faire, c'est qu'une minorité (10 %) de PME comptent pour la grande majorité (75 %) des sommes qui seront investies en 2016. Ces entreprises qui se démarquent du lot en investissant plus que les autres affichent dans l'ensemble de meilleures perspectives de croissance de leurs revenus et misent sur l'expansion de leurs activités sur les marchés internationaux. Elles font également partie des catégories supérieures pour ce qui est du nombre d'employés et d'années d'existence.

Autre constat, la confiance en l'avenir constitue le premier critère à considérer avant de se lancer dans des projets d'investissement. C'est ce que démontrent les entrepreneurs qui appuient leur décision d'investir sur des perspectives de croissance soutenue de leurs revenus ou sur le fait qu'ils se situent dans une région qui affiche des signes encourageants sur le plan de l'activité économique.

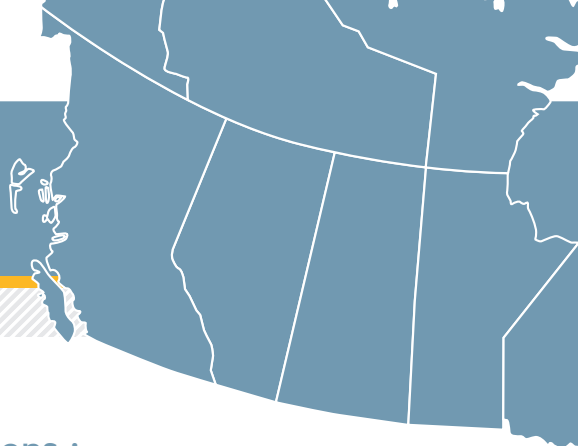
En fait, les dirigeants de PME qui choisissent d'investir le font généralement pour soutenir leur propre stratégie de croissance. Or, le manque de confiance en l'économie et la pénurie de personnel qualifié viendront freiner l'élan de bon nombre d'entre eux et les amèneront à remettre à plus tard leurs projets d'investissement. Cependant, pour certaines entreprises, c'est la difficulté d'obtenir le financement nécessaire qui constitue le véritable frein à l'investissement. C'est le cas principalement des entreprises exportatrices, en démarrage ou en forte croissance ou encore de celles qui ont des projets d'investissement à l'étranger.

Cela dit, il est rassurant de constater qu'une majorité de dirigeants sont conscients qu'il est essentiel de prendre les mesures nécessaires pour demeurer concurrentiel et améliorer la productivité. À cet égard, la décision de continuer d'investir dans les technologies et le développement de la main-d'œuvre s'avère un choix très judicieux de leur part.

En définitive, il est possible de conclure que les intentions d'investissement témoignent de l'influence de la conjoncture économique à l'échelle régionale, nationale ou même mondiale sur les décisions des entrepreneurs. Le taux de change, le cours des matières premières, la capacité de recruter les bonnes ressources, l'accessibilité du financement ainsi que les perspectives de croissance des revenus sont tous des facteurs qui entrent dans l'équation au moment de choisir d'aller de l'avant ou non avec un projet d'investissement.

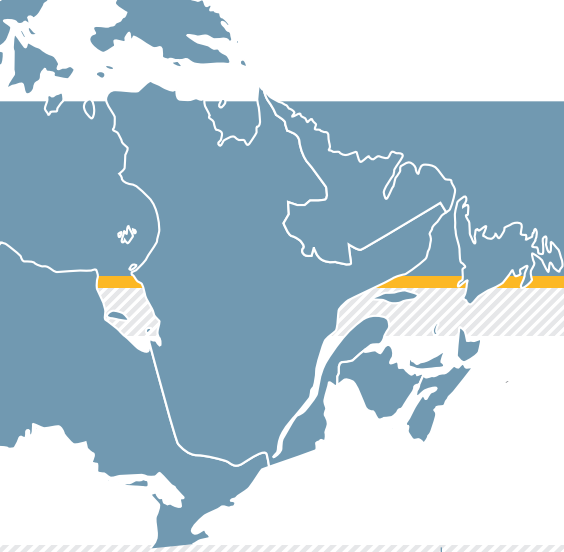
Ainsi, avec l'économie canadienne qui traverse une période de faible croissance, il est peu étonnant de constater que les dirigeants de PME optent pour la prudence et maintiennent pour la plupart leurs investissements à un niveau semblable à celui de l'an dernier.

6. PERSPECTIVES RÉGIONALES



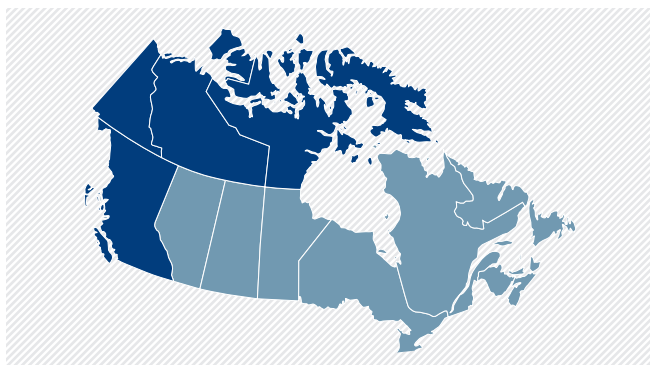
Intentions d'investissement des entrepreneurs canadiens : Perspectives 2016

CANADA	COLOMBIE-BRITANNIQUE ET TERRITOIRES	ALBERTA
Proportion de PME par région		
100 %	16 %	15 %
Intentions d'investissement – valeur médiane		
41 000 \$	50 000 \$	65 000 \$
Proportion de PME qui prévoient augmenter leurs revenus		
45 %	55 %	33 %
Proportion de PME qui prévoient investir en 2016		
76 %	76 %	77 %
Principale raison d'investir		
77 % Croissance	78 % Croissance	79 % Croissance
Principal frein à l'investissement		
48 % Manque de confiance en l'économie	53 % Pénurie de personnel qualifié	66 % Manque de confiance en l'économie



MANITOBA ET SASKATCHEWAN	ONTARIO	QUÉBEC	PROVINCES DE L'ATLANTIQUE
7 %	35 %	21 %	7 %
55 000 \$	39 000 \$	25 000 \$	30 000 \$
39 %	49 %	39 %	42 %
76 %	75 %	76 %	77 %
77 % Productivité	74 % Productivité	83 % Croissance	79 % Croissance
48 % Pénurie de personnel qualifié	46 % Manque de confiance en l'économie	41 % Pénurie de personnel qualifié Manque d'aide gouvernementale	52 % Manque de confiance en l'économie

COLOMBIE-BRITANNIQUE ET TERRITOIRES



Au premier rang quant à la hausse des intentions d'investissement

La Colombie-Britannique et les Territoires arrivent au premier rang quant à l'augmentation des intentions d'investissement. Ensemble, les entreprises de cette région prévoient investir un total de 33 milliards de dollars en 2016, une hausse de 14 % comparativement à 2015¹⁸.

Cette hausse au chapitre des intentions d'investissement de la part des entrepreneurs reflète une conjoncture économique favorable, cette région affichant les meilleures perspectives de croissance au Canada. Les dirigeants de PME y sont aussi les plus optimistes quant à la progression de leurs revenus.

Plus de la moitié (55 %) prévoient une augmentation de leurs revenus au cours de la prochaine année, contre 45 % pour l'ensemble du pays (fig. 11).

Colombie-Britannique et Territoires – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

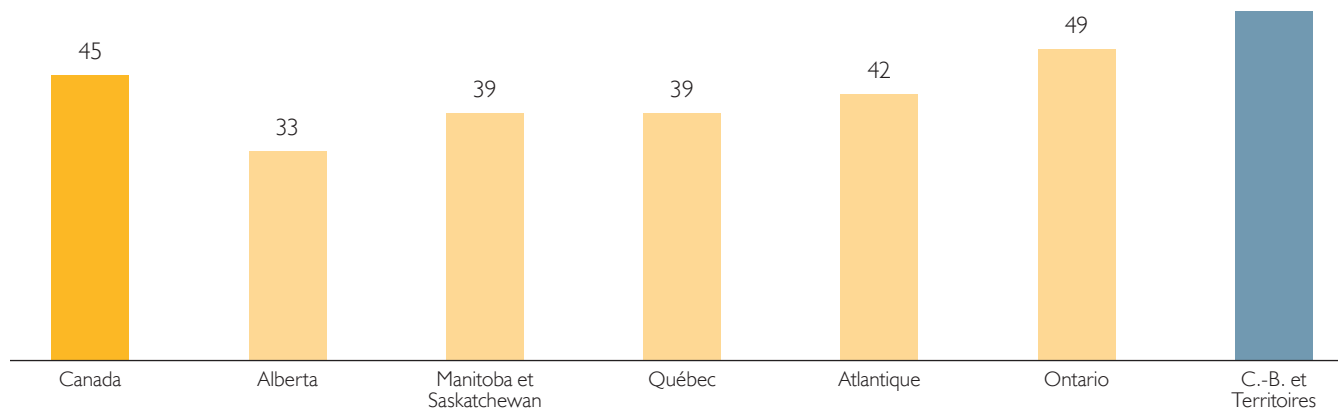
78 % Atteindre les objectifs de croissance	75 % Améliorer la compétitivité	74 % Tirer profit des occasions d'affaires qui se présentent
--	---	--

Principaux freins à l'investissement

53 % Pénurie de personnel qualifié	50 % Manque de confiance en l'économie	47 % Insuffisance des fonds générés par l'entreprise
--	--	--

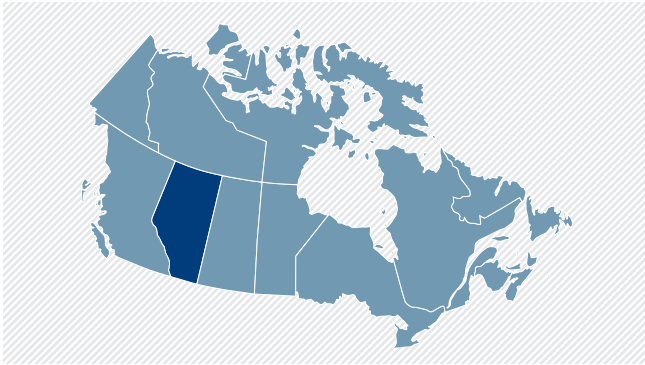
Figure 11 : Optimisme marqué des entrepreneurs de la Colombie-Britannique et des Territoires pour 2016

(% de PME qui prévoient une augmentation de leurs revenus)



¹⁸ Il est important de souligner qu'une portion importante des investissements prévus est attribuée à un nombre très restreint d'entreprises avec chacune des sommes très importantes à investir. Il résulte de cet état de fait une marge d'erreur élevée. C'est pourquoi nous présentons le total des investissements prévus à titre indicatif seulement. Si l'on exclut les sommes investies par ce petit nombre d'entreprises, le total des intentions d'investissement est deux fois moindre.

ALBERTA



Une région sous l'influence de la conjoncture mondiale

Sans surprise, la chute du prix du baril de pétrole au cours de la dernière année est venue fortement influencer les dirigeants de PME albertaines. Les intentions d'investissement des entreprises de cette région affichent une baisse marquée compte tenu d'un réel manque de confiance en l'économie.

Il s'agit de la seule région au Canada présentant un recul des intentions d'investissement en 2016 par rapport à l'année précédente. Les PME albertaines prévoient investir 11 milliards de dollars, soit 27 % de moins qu'en 2015. Le manque de confiance en l'économie constitue le principal facteur qui explique cet important recul. En fait, les dirigeants de PME albertaines sont les plus pessimistes par rapport à l'avenir (fig. 12).

Seulement le tiers (33 %) d'entre eux prévoient enregistrer une hausse de leurs revenus en 2016, l'un des scores les plus faibles au pays. Ils sont aussi les plus nombreux à faire part de leur manque de confiance en l'économie (66 %).

Par contre, les PME de l'Alberta mènent en ce qui concerne les intentions d'investissement pour la formation de la main-d'œuvre. La valeur médiane des investissements dans ce domaine est de 24 000 \$, une hausse de 4 000 \$ par rapport à 2015.

Alberta – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

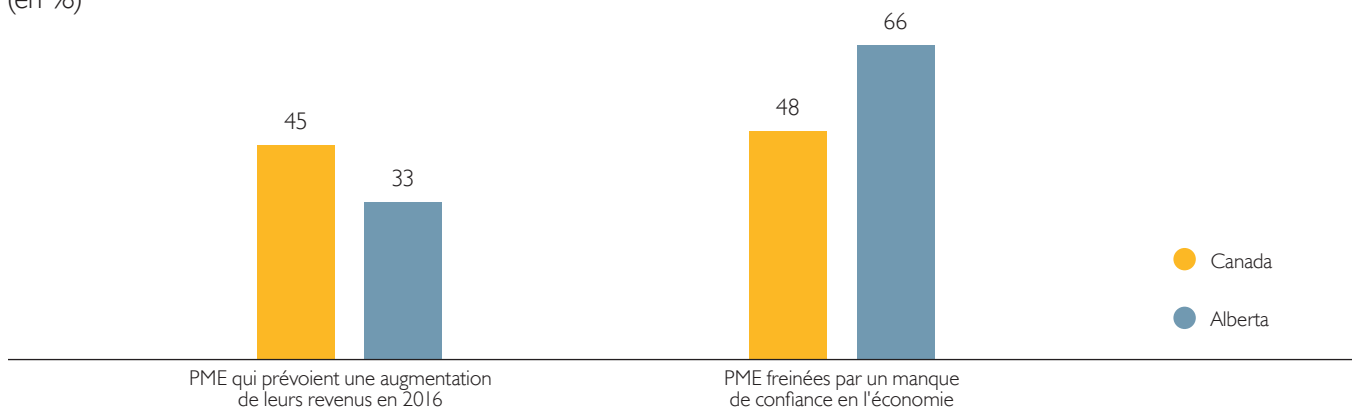
79 % Atteindre les objectifs de croissance	74 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	72 % Tirer profit des occasions d'affaires qui se présentent
--	--	--

Principaux freins à l'investissement

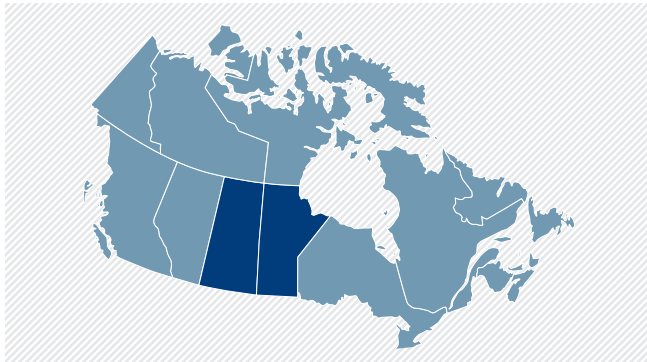
66 % Manque de confiance en l'économie	49 % Faiblesse de la demande pour ses biens et services	49 % Pénurie de personnel qualifié
--	---	--

Figure 12 : Pessimisme marqué des PME albertaines pour 2016

(en %)



MANITOBA ET SASKATCHEWAN



Deux trajectoires opposées

Du côté du Manitoba, les résultats de l'enquête montrent une hausse des intentions d'investissement de la part des PME, lesquelles affichent le plus haut degré d'optimisme au pays. Près de la moitié des entrepreneurs (48 %) s'attendent à une augmentation de leurs revenus en 2016 et seulement 38 % d'entre eux considèrent que la situation économique constitue un frein à l'investissement (fig. 13), soit le score le plus faible au Canada à ce chapitre.

À l'opposé, l'économie de la Saskatchewan subit les répercussions de la chute du cours des matières premières et de la sécheresse qui a frappé une partie des producteurs agricoles de la province. C'est ainsi que seulement le tiers (33 %) des PME prévoient une augmentation de leurs revenus – un résultat analogue à celui obtenu en Alberta, tandis que près de la moitié d'entre elles (48 %) ont exprimé leur manque de confiance en l'économie (fig. 13).

Manitoba – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

80 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	77 % Moderniser l'entreprise	77 % Atteindre les objectifs de croissance
--	--	--

Principaux freins à l'investissement

48 % Pénurie de personnel qualifié	46 % Insuffisance des fonds générés par l'entreprise	46 % Risque associé aux projets d'investissement
--	--	--

Saskatchewan – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

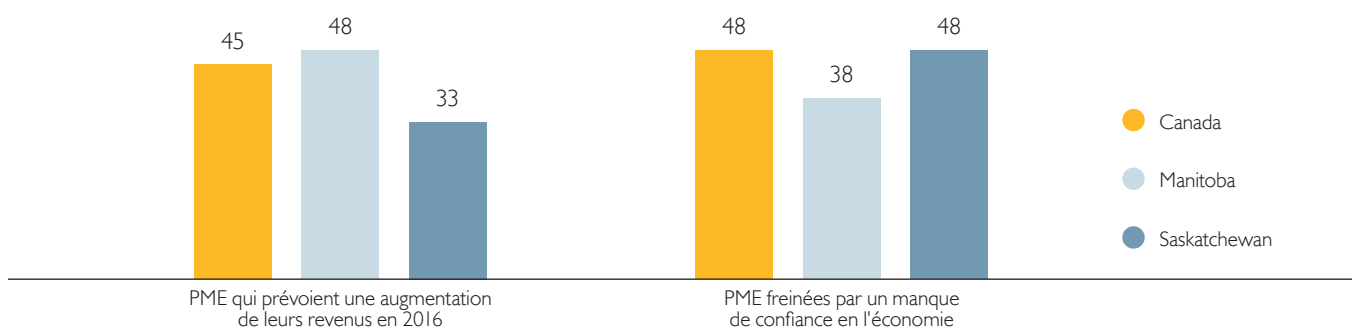
75 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	73 % Atteindre les objectifs de croissance	70 % Moderniser l'entreprise
--	--	--

Principaux freins à l'investissement

49 % Pénurie de personnel qualifié	48 % Manque de confiance en l'économie	45 % Risque associé aux projets d'investissement
--	--	--

Figure 13 : Trajectoires opposées pour le Manitoba et la Saskatchewan

(en %)





En tête des intentions d'investissement en valeur absolue

L'Ontario compte le plus grand nombre de PME au Canada ; il n'est donc pas surprenant qu'il arrive au premier rang quant aux intentions d'investissement. Au total, les PME ontariennes prévoient investir 44 milliards de dollars en 2016, soit 2 % de plus qu'en 2015, ce qui représente 40 % des intentions d'investissement pour l'ensemble du Canada (fig. 14). Les dirigeants des PME ontariennes font également preuve d'un optimisme supérieur à la moyenne : 49 % sont d'avis que leurs revenus augmenteront, comparativement à 45 % pour l'ensemble des répondants de l'enquête.

Cela dit, les dirigeants des PME ontariennes sont les plus nombreux à parler de la difficulté à obtenir le financement requis pour leurs projets d'investissement. Même si, dans l'ensemble, l'accès au financement est favorable,

l'enquête révèle que près d'une PME sur cinq (17 %) éprouve de la difficulté à réunir les fonds nécessaires pour réaliser ses projets, ce qui se situe sensiblement au-dessus de la moyenne nationale (13 %). Ce problème touche un plus grand pourcentage de PME du secteur des services à la consommation (24 %), qui ont des projets d'investissement à l'étranger (29 %), en forte croissance (31 %) et en démarrage (56 %). Les dirigeants de ces entreprises précisent que le secteur d'activité explique en grande partie cette situation.

Ontario – Aperçu du contexte 2016

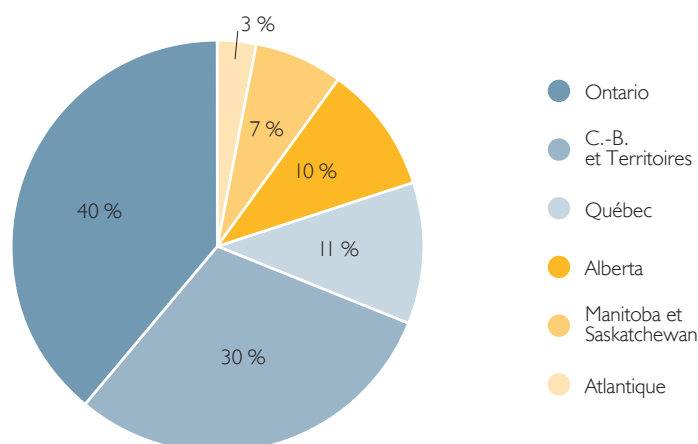
Principales raisons d'investir

74 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	74 % Atteindre les objectifs de croissance	66 % Améliorer la compétitivité
--	--	---

Principaux freins à l'investissement

46 % Manque de confiance en l'économie	45 % Pénurie de personnel qualifié	42 % Insuffisance des fonds générés par l'entreprise
--	--	--

Figure 14 : L'Ontario, au premier rang des intentions d'investissement en 2016



Remarque : En raison de l'arrondissement, la somme des chiffres ne donne pas nécessairement 100 %.



Des intentions d'investissement modestes

Dans l'ensemble, les PME québécoises prévoient investir quelque 12 milliards de dollars en 2016, une somme semblable à celle de l'année dernière. Ce résultat s'inscrit à contre-courant de la croissance économique, qui devrait s'accroître au Québec au cours de cette période¹⁹. Dans un tel contexte, on se serait attendu à ce que les intentions d'investissement suivent une courbe ascendante similaire. L'analyse en profondeur des données de l'enquête permet toutefois d'établir que 39 % des dirigeants de PME québécoises s'attendent à voir leurs revenus augmenter, ce qui est nettement sous la moyenne nationale de 45 %. Par ailleurs, les sommes investies seront de moindre importance par rapport à ce que les entreprises des autres régions prévoient investir (fig. 15).

Les dirigeants des PME québécoises sont également les seuls à avoir mentionné l'insuffisance de l'aide gouvernementale comme l'un des principaux freins à l'investissement (41 %). Cet enjeu touche principalement les entreprises en démarrage (72 %). Il s'agit également du principal frein soulevé par les entreprises exerçant leurs activités dans le secteur primaire (61 %) et celui des services à la consommation (49 %).

Québec – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

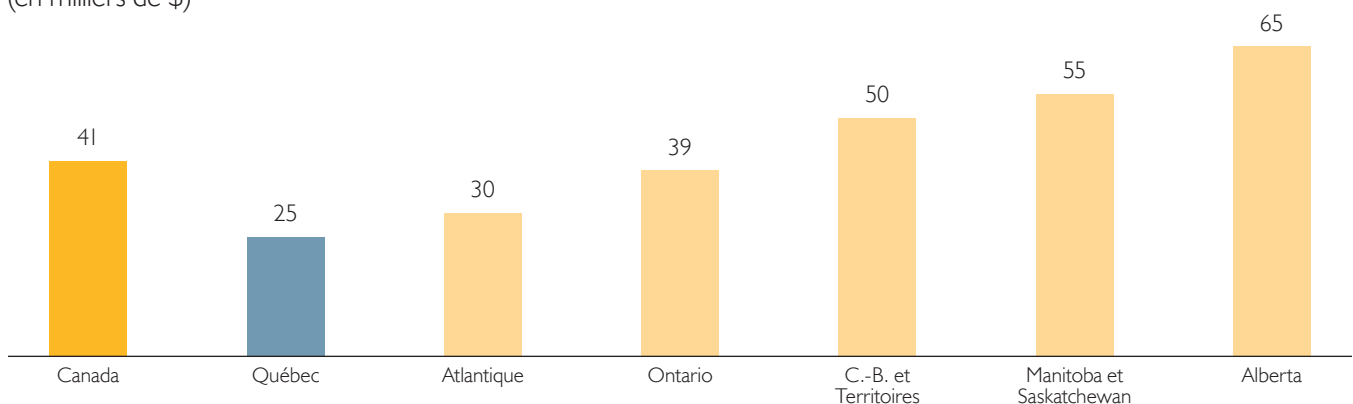
83 % Atteindre les objectifs de croissance	79 % Améliorer la compétitivité	78 % Augmenter la productivité ou l'efficacité
--	---	--

Principaux freins à l'investissement

41 % Pénurie de personnel qualifié	41 % Insuffisance de l'aide gouvernementale	41 % Manque de confiance en l'économie
--	---	--

Figure 15 : Valeur médiane des intentions d'investissement en 2016

(en milliers de \$)



¹⁹ La moyenne des prévisions des banques à charte canadiennes et du Mouvement Desjardins est de 1,4 % en 2015 et de 1,8 % en 2016 (calculées d'après les données les plus récentes en date du 1^{er} décembre 2015).

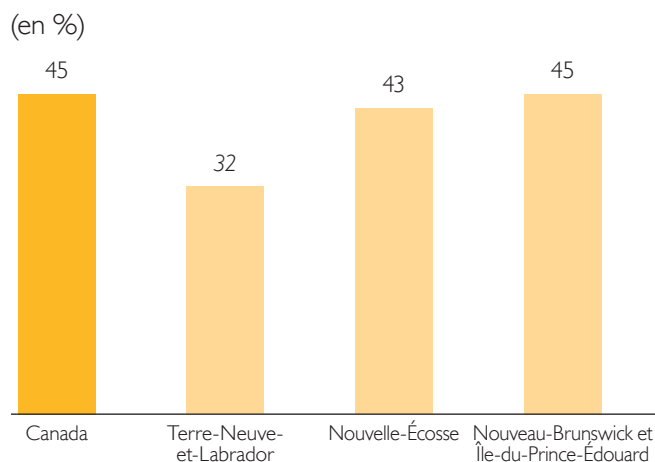
PROVINCES DE L'ATLANTIQUE



Terre-Neuve-et-Labrador dans un contexte à part

À l'instar de l'Alberta et de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador subit les contrecoups de la chute du prix du baril de pétrole. Les dirigeants de près d'une entreprise sur trois (32 %) dans cette province croient que leurs revenus augmenteront en 2016, alors que les autres provinces de l'Atlantique affichent un score proche de la moyenne canadienne à ce chapitre (fig. 16).

Figure 16 : La croissance anticipée dans les provinces de l'Atlantique



Cependant, les entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador sont celles qui prévoient investir les sommes les plus importantes pour la réalisation de leurs projets en 2016. La valeur médiane des investissements s'élève à 37 000 \$, contre 31 000 \$ en Nouvelle-Écosse et 23 000 \$ au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

82 % Atteindre les objectifs de croissance	81 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	71 % Moderniser l'entreprise
--	--	--

Principaux freins à l'investissement

55 % Manque de confiance en l'économie	46 % Pénurie de personnel qualifié	45 % Insuffisance de l'aide gouvernementale
--	--	---

Nouvelle-Écosse – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

73 % Atteindre les objectifs de croissance	72 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	71 % Améliorer la compétitivité
--	--	---

Principaux freins à l'investissement

49 % Manque de confiance en l'économie	49 % Risque associé aux projets d'investissement	47 % Pénurie de personnel qualifié
--	--	--

Terre-Neuve-et-Labrador – Aperçu du contexte 2016

Principales raisons d'investir

83 % Atteindre les objectifs de croissance	81 % Augmenter la productivité ou l'efficacité	79 % Moderniser l'entreprise
--	--	--

Principaux freins à l'investissement

51 % Manque de confiance en l'économie	47 % Pénurie de personnel qualifié	37 % Insuffisance de l'aide gouvernementale
--	--	---

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Nous avons confié à la firme de recherche SOM le mandat de réaliser un sondage téléphonique auprès de 4 000 dirigeants de PME comptant de 1 à 499 employés. Le sondage a été réalisé du 19 août au 4 novembre 2015. Un plan d'échantillonnage stratifié non proportionnel a été élaboré pour obtenir suffisamment de répondants dans chacune des régions canadiennes et pour chaque groupe d'entreprises selon la taille. Par la suite, les résultats ont été pondérés selon les régions et la taille de manière à en assurer la représentativité par rapport à la population des PME canadiennes.

La marge d'erreur maximale dans l'estimation d'une proportion pour l'ensemble des répondants est de 2,2 %, et ce, 19 fois sur 20. Toutes les statistiques présentées ont un coefficient de variation égal ou inférieur à 16,5 %, excepté pour les résultats en italique, qui ont un coefficient de variation entre 16,6 % et 25,6 %. Par conséquent, ces résultats doivent être utilisés avec prudence.

Figure 17 : Répartition des répondants selon le nombre d'employés

(en %)

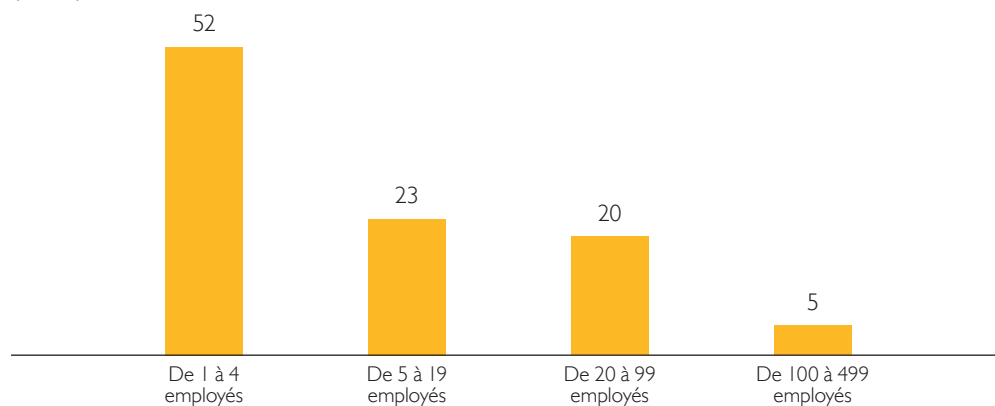


Figure 18 : Répartition des répondants selon la région

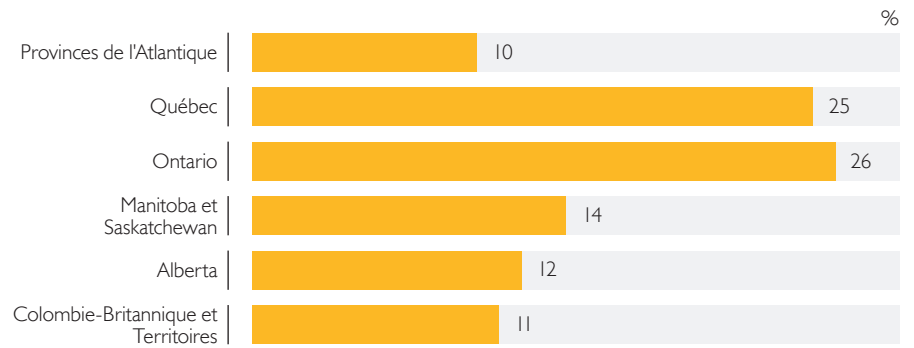
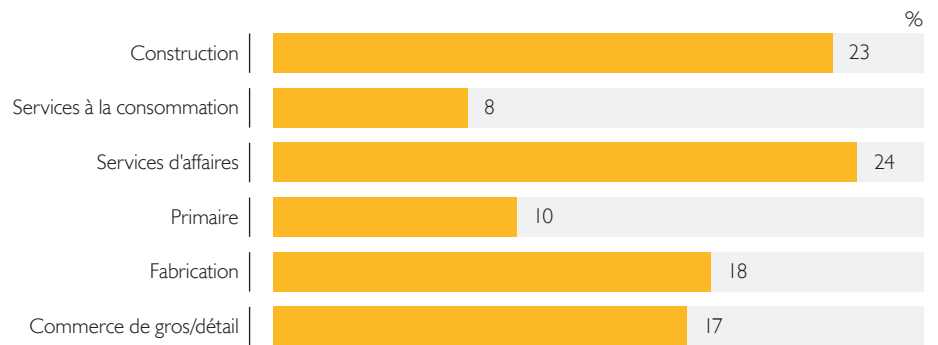


Figure 19 : Distribution des répondants selon le secteur d'activité



MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PRÉVISIONNELLES

Ce document contient des déclarations prévisionnelles en ce qui a trait à des événements futurs. Dans ce contexte, les déclarations prévisionnelles concernent nos prévisions des performances commerciales et financières futures des petites et moyennes entreprises canadiennes. Ces déclarations incluent des termes tels que « veut », « anticipe », « s'attend à », « entend », « prévoit », « a l'intention », « croit », « pourrait », « devrait » et « serait ». Par leur nature, les déclarations prévisionnelles couvrent des sujets qui peuvent être aléatoires, à des degrés divers.

Différents risques et incertitudes peuvent modifier les résultats présentés dans ce rapport de façon substantielle. Ces risques incluent, sans s'y limiter, la performance des industries et des entreprises, l'impact d'un changement réglementaire ou politique, la performance de l'économie nationale ou internationale, et tout autre changement régional, national ou international, y compris les changements de nature politique, économique, ou d'environnement d'affaires.

Tous les renseignements inclus dans ce rapport sont vérifiés au mieux de notre capacité et expriment notre jugement au moment de la publication, et ils ne constituent pas un conseil général ou spécifique d'ordre financier, juridique, fiscal ou comptable. Le présent rapport est fondé sur les données collectées du 19 août au 4 novembre 2015, et toute erreur ou omission n'est pas la responsabilité de BDC. Le lecteur est le seul responsable de l'usage qu'il fait de ces renseignements.

Auteur

Pierre-Olivier Bédard-Maltais, économiste, BDC
pierre-olivier.bedard-maltais@bdc.ca

Remerciements

Il a été possible de réaliser cette étude grâce à la précieuse collaboration de Pierre Cléroux, Sylvie Ratté et Tom Corner (Analyse économique), d'Isabelle Simard et Marco Santos Pires (Recherche et intelligence de marché), de Jean Bayard (SOM), d'Yves Doucet (Communications Yves Doucet) et de Louise Girard (Marketing et Affaires publiques).

bdc.ca

